

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/SPEC/6

24 novembre 1997

(97-5156)

Comité de l'accès aux marchés

PROJET

RAPPORT (1997) DU COMITE DE L'ACCES AUX MARCHES

1. Le Comité de l'accès aux marchés a tenu cinq réunions formelles en 1997: les 3 mars, 8 avril, 24 juin, 29 septembre et [2 décembre]. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/MA/M/8 à G/MA/M/[12].
2. A sa réunion du 3 mars 1997, le Comité a élu M. Moha Ouali Tagma (Maroc) Président pour 1997. A sa réunion du 8 avril 1997, le Comité a élu Mme Simona Valceanu (Roumanie) Vice-Présidente.
3. Le Comité a décidé d'accorder le statut d'observateur à la Banque interaméricaine de développement, au BITV, à la CNUCED, à la FAO, au Groupe ACP et à l'OMD. Dans le cas de la Banque mondiale et du FMI, le Comité a pris note de ce que le statut d'observateur leur avait déjà été accordé en vertu des accords conclus avec ces organisations.
4. S'agissant de l'introduction au 1er janvier 1996 des modifications apportées à la nomenclature du Système harmonisé et de la communication de la documentation en relation avec ces modifications, le Comité a examiné la situation à chaque réunion sur la base des documents actualisés établis par le Secrétariat. Le 13 décembre 1995, des dérogations individuelles, groupées dans une seule décision pour des raisons opérationnelles, ont été accordées à plusieurs Membres pour l'introduction des modifications du SH96 dans leurs listes. Ces dérogations, qui concernent actuellement 38 pays et les Communautés européennes, ont été, par des décisions successives du Conseil général, prorogées jusqu'au 30 avril 1998.¹ Outre ces dérogations concernant le SH96, quatre Membres ont obtenu une prorogation jusqu'au 30 avril 1998 de leurs dérogations pour la transposition de leurs listes antérieures au Cycle d'Uruguay dans la nomenclature du Système harmonisé.
5. A la réunion du 29 septembre 1997, certains Membres ont redit leur préoccupation concernant la prorogation répétée des dérogations du fait des réserves formulées, sans raisons précises, au sujet de la documentation de certains Membres et qui empêchaient la certification des modifications proposées. A cet égard, le Président du Conseil du commerce des marchandises a tenu des consultations informelles à l'issue desquelles il a été entendu qu'à court terme, les Membres poursuivraient sans délai le travail relatif à la vérification et à la certification de la documentation SH96, sur la base des règles en vigueur. Pour aider les Membres intéressés, le Secrétariat convertirait la documentation concernant le SH96 disponible sur support informatique dans un système standard de base de données. Pour ce qui est du long terme, un certain nombre de points importants ont été soulevés qui pourraient entraîner une modification des décisions en vigueur. Ce travail se poursuivait dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises.

¹Voir le document WT/L/243.

6. [A sa réunion du 2 décembre, le Comité a noté que, d'après le document G/MA/TAR/2/Rev.12, le Secrétariat avait reçu [38] communications concernant le SH96, dont seulement trois avaient été finalisées et, partant, certifiées. Sur les 39 Membres bénéficiant actuellement de dérogations, [neuf] n'avaient pas encore communiqué la documentation nécessaire.]

7. En ce qui concerne la Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives adoptée par le Conseil du commerce des marchandises en décembre 1995, le Comité a adopté, à sa réunion du 24 juin 1997, un mode de présentation pour la notification des restrictions quantitatives. Le mode de présentation approuvé est reproduit dans le document G/MA/NTM/QR/2 du 10 juillet 1997.

8. A sa réunion du 29 septembre 1997, le Comité a pris note de la situation concernant les notifications de restrictions quantitatives exposée dans le document G/MA/NTM/QR/1/Add.4. A cet égard, plusieurs délégations ont fait observer qu'il fallait définir plus clairement le champ d'application de l'obligation de notification des restrictions quantitatives.

9. A sa réunion du 24 juin 1997, le Comité est convenu, selon les indications données dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1, de restructurer la base de données intégrée (BDI) actuelle en la transférant d'un environnement central à un système d'ordinateurs personnels (PC), ce qui permettrait d'utiliser des technologies nouvelles pour améliorer le fonctionnement de la BDI. Outre les modifications opérationnelles indiquées dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1, le Comité visait à établir une base solide pour la communication des renseignements nécessaires au fonctionnement de la BDI sur PC. A cet effet, le Comité a présenté au Conseil du commerce des marchandises un projet de Décision sur la communication de renseignements pour la BDI sur PC qui a ensuite été transmis au Conseil général pour adoption. Cette décision a été formellement adoptée par le Conseil général à sa réunion du 18 juillet 1997 (WT/L/225).

10. A ses réunions des 29 septembre et [2 décembre] 1997, le Comité a examiné les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Décision sur la base de données intégrée et a pris note de la situation concernant la communication des données requises. [A sa réunion de décembre, il a examiné les questions relatives aux délais pour la communication des renseignements nécessaires, à l'accès à la BDI et aux modalités de l'assistance technique.]

Le Comité a examiné les modalités de l'assistance technique pour la BDI, telles qu'indiquées dans le document G/MA/IDB/W/3.

[Le projet de rapport sera actualisé à la lumière des débats qui auront lieu à la réunion du Comité du 2 décembre 1997.]